



Alors qu'Israël fait face à un isolement international croissant, le BDS est plus crucial que jamais

Description

Benjamin Netanyahu est revenu sur ses déclarations concernant l'isolement international d'Israël après avoir provoqué un krach boursier, mais il avait raison : le génocide de Gaza a gravement nui à la réputation d'Israël. Nous devons renforcer cet isolement par des boycotts et des sanctions.

Par Mitchell Plitnick, le 20 septembre 2025



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu président une réunion du Cabinet, le 17 décembre 2023. (Crédit image :   Menahem Kahana/EFE via ZUMA Press APA Images)

Lundi, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a provoqué une [chute du](#) marché boursier israélien en faisant ce qu ?il fait si souvent : dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas.

Le marché a rebondi, comme il le fait toujours après ce genre de brève panique. Mais Netanyahu et Israël en général sont enfin contraints de faire face à certaines des conséquences réelles et à long terme de leurs actions.

Netanyahu [a déclaré à un groupe d ?hommes d ?affaires américains et isra liens](#) lors de la conférence à« Fifty States, One Israel à» (un nom qui, en soi, inspire de nombreuses associations au sujet d ?Israël comme étant le cinquante et unième état américain, mais qui montre également là?incapacité permanente d ?Israël à vraiment se débrouiller seul) :

   ? Je suis un fervent partisan du libre marché, mais nous devons adopter certaines mesures d ?autarcie ? Nous devons développer notre industrie de là?armement. Nous deviendrons

Athènes et la super Sparte. Au cours des prochaines années, nous n'aurons pas d'autre choix. Nous devons nous défendre et savoir comment attaquer nos ennemis? Nous devons réduire la bureaucratie de manière draconienne. Je sais que cette question sera, comme d'habitude, rejetée. Elle sera rejetée par les instances juridiques. La vie est plus importante que la loi. Nous n'avons pas le temps. Nous devons agir très rapidement car le monde évolue à une vitesse fulgurante. Nous avons besoin de beaucoup plus de flexibilité. » Les investisseurs ont pensé que Netanyahu mettait en garde contre un isolement économique imminent, l'annulation d'accords commerciaux et le désinvestissement d'Israël à travers le monde. Un tel isolement n'est pas imminent, car le monde continue de tolérer le génocide à Gaza en dépit des discours. Mais la réaction du marché boursier reflète quel point les mesures concrètes visant à mettre fin au génocide à Gaza suscitent la panique en Israël. Ce que Netanyahu voit, c'est la possibilité réelle que faire des affaires en Israël devienne moins attrayant pour les investisseurs à court terme, en particulier en ce qui concerne les équipements militaires. [Certaines décisions ont déjà été prises en Europe](#) pour cesser de vendre des équipements militaires à Israël. Elles vont certainement se multiplier. Le problème, bien sûr, est que si la majeure partie du commerce d'Israël se fait avec l'Europe, ses fournitures militaires proviennent en grande partie des États-Unis, qui n'ont aucune intention de ralentir leurs exportations, tant en matière de ventes militaires que de subventions, vers Israël. Netanyahu affirmait qu'Israël devrait devenir plus autonome en matière d'approvisionnement militaire. Comme il l'a prouvé par la suite, « Hier, j'ai soulevé une question : les restrictions qui ne sont pas économiques mais politiques. Et c'est le cas dans les industries de défense. » C'est un refrain bien connu de la droite néoconservatrice israélienne et américaine. Elles rêvent depuis longtemps d'un Israël capable d'agir indépendamment des États-Unis, ce qui suppose qu'Israël se libère de sa dépendance à l'aide militaire américaine. C'était un principe fondamental des objectifs politiques des néoconservateurs de leurs débuts dans l'administration Reagan. Pourtant, la dépendance d'Israël à l'égard de l'armement américain s'est considérablement accrue depuis lors. Il n'existe aucun scénario réaliste dans lequel Israël pourrait échapper à sa dépendance vis-à-vis des armes et du financement américains dans un avenir prévisible. **Super Sparta** Netanyahu [a écrit la « menace » qui pèse sur Israël](#) en employant sa tactique habituelle d'islamophobie combinée à des épouvantails à la mode, la Chine (pour les Américains) et le Qatar (pour les Israéliens). Tout d'abord, Netanyahu a évoqué l'influence croissante des musulmans en Europe. « Ils ne sont pas encore majoritaires », a-t-il déclaré, prônant sa propre version de la thèse du Grand Remplacement. « Mais [ils constituent] une minorité importante, très bruyante et combative, qui fait plier les gouvernements. Ces éléments ont une incidence sur les dirigeants. » L'idée que les musulmans influencent la politique européenne vise à faire choquer l'influence d'Israël aux États-Unis, à toucher la même corde sensible et, ainsi, à devenir crédible. Mais contrairement aux Juifs américains pro-israéliens (une partie [en déclin](#) de la communauté juive américaine), les musulmans européens, une [petite minorité d'Européens](#) en dehors des pays musulmans des Balkans et du Caucase, n'ont pas de partenaire sioniste chrétien beaucoup plus important, ni une place privilégiée dans la société européenne. Ils constituent un groupe marginalisé en Europe occidentale, beaucoup d'entre eux sont encore des réfugiés et font l'objet d'une [forte discrimination](#) dans de nombreux pays européens. Ils ne font guère plier la politique européenne à leur volonté. Le deuxième élément de Netanyahu consiste à blâmer la Chine et le Qatar, qui, selon lui, « influencent l'opinion publique grâce à des investissements importants dans les médias sociaux ». Cette accusation n'est étayée par aucune preuve ni aucune logique, mais Netanyahu la formule, une

astuce bien rodée pour minimiser la réalité de ce que [les médias sociaux ont fait pour rendre publiques](#) les atrocités bien réelles commises par Israël. Ces obscurcissements visent à promouvoir la [théorie du complot](#) massive qui prétend que la plupart des pays du monde sont antisémites et obsédés par la destruction de « l'état juif » (une description vraiment offensante d'un état génocidaire, pratiquant l'apartheid et colonialiste). Cette théorie du complot est en soi un mécanisme d'adaptation pour Israël et ses partisans, qui sont confrontés à des préoccupations économiques très réelles.

Israël sera-t-il enfin isolé pour ses crimes ?

Ce n'est pas un hasard si Netanyahu présente un avenir « super spartiate » pour Israël à peu près au moment où la [Commission européenne](#) propose de suspendre l'accord de libre-échange entre l'UE et Israël. Dans le même temps, la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations unies sur le territoire palestinien occupé (la Commission) [a enfin confirmé](#) cette semaine qu'Israël commettait un génocide à Gaza.

Ces développements ne sont que les premières étapes. La proposition de l'UE a peu de chances d'aboutir, principalement parce que l'Allemagne ne la soutiendra probablement pas. Mais même l'Allemagne est contrainte de l'examiner avant de la rejeter catégoriquement, car une [écrasante majorité de l'opinion publique allemande](#) estime qu'Israël commet un génocide et souhaite que son gouvernement cesse de lui vendre des armes.

Si l'Allemagne acceptait cette proposition, celle-ci serait probablement adoptée, ce qui effraie Netanyahu. En outre, de plus en plus de pays [menacent de boycotter](#) le prochain concours Eurovision si Israël est autorisé à y participer. Ce type de boycott culturel a un impact profond sur l'opinion publique israélienne.

Malgré tout le mépris et le dédain qu'Israël et ses amis américains affichent à l'égard des Nations unies, ils savent très bien que le sceau de l'ONU a beaucoup d'importance. Ils savent également que le rapport de la Commission appelle tous les états à cesser de vendre à Israël des armes susceptibles d'être utilisées à Gaza, ce qui, en termes d'armement d'infanterie et de courte portée, d'avions et de drones, signifie toutes les armes.

Cette directive pourrait être largement respectée, mais les exceptions seront probablement les seules qui compteront : les États-Unis et, dans une moindre mesure, l'Allemagne. Berlin a cessé de vendre certaines armes à Israël, mais il existe une [liste d'exemptions](#) qui comprend la plupart des armes les plus importantes.

Tout déficit provenant d'autres pays sera sans doute volontiers comblé par les entreprises américaines. Les États-Unis pourraient même acheter des armes aux pays boycottant Israël et les revendre à ce dernier

Cela augmente considérablement la dépendance d'Israël vis-à-vis des États-Unis. Compte tenu du déclin rapide du soutien populaire américain à Israël et du fait qu'ils ne peuvent être sés, malgré les tentatives de Trump d'instaurer un régime autoritaire rappelant celui de Viktor

Orban en Hongrie, que la Maison Blanche restera aussi favorable qu'elle l'est actuellement, Netanyahu et d'autres Israéliens de droite ont des raisons de s'inquiéter. Ils ne peuvent pas non plus être sûrs que les États-Unis continueront de leur fournir des armes au même rythme ou à un rythme plus soutenu, ni qu'un futur président n'exercera pas une pression insoutenable sur le gouvernement israélien. Le coût politique d'une telle décision pour un président américain diminue sous le poids du malaise américain face au génocide à Gaza.

Netanyahu prétend qu'Israël est capable de se passer du soutien américain. Mais le monde n'est plus le même que celui que voyaient les néoconservateurs américains à la fin du siècle dernier.

C'est un monde où Israël est désormais considéré comme un État paria par la plupart des pays, y compris de plus en plus par le monde occidental blanc. Israël est peut-être un État qui contribue de manière disproportionnée aux sciences, à la technologie et à l'industrie de la défense, mais le fait de couper les vivres à cet État ne comporterait que peu de risques, car de nombreux experts israéliens de premier plan dans des domaines clés [quittent le pays](#). Quoi qu'il en soit, les contributions d'Israël peuvent être compensées en peu de temps par d'autres pays.

Israël n'exporte rien de valeur substantielle qui ne puisse être trouvé ailleurs. Et isoler le pays ne serait pas une mesure permanente ; elle ne durerait que tant qu'Israël refuserait de changer ses politiques. L'ampleur du changement dépendra de la pression politique que les forces populaires pourront exercer.

C'est ce que craint Netanyahu, et c'est pourquoi il aimerait beaucoup qu'Israël devienne une « super Sparte ». Mais Israël n'a jamais été autosuffisant. Depuis les débuts du « Old Yishuv », nom donné à la communauté juive palestinienne pré-sioniste, la communauté juive de Palestine dépendait d'un soutien extérieur. Cela a été vrai tout au long de la colonisation sioniste, de 1882 à la Nakba et à la création d'Israël, et cela reste vrai depuis lors.

Un Israël isolé est un Israël en échec, et Netanyahu le sait. Ses acolytes du monde des affaires le savent aussi. C'est pourquoi il a été vivement critiqué pour son discours sur la « Super Sparte » et a dû faire marche arrière, en le limitant uniquement à l'armée et à un appel à des coupes budgétaires pour financer une campagne en faveur de l'indépendance militaire. Mais même cela relève du chimérique.

Dans un [article récent que j'ai écrit pour Cutting Through](#), j'ai analysé ce que certains considéraient comme la résilience économique d'Israël pendant le génocide. Bien sûr, une grande partie de cette résilience apparente provient du refus des autres États de prendre des mesures en réponse au génocide perpétré par Israël. Mais même dans ce cas, l'économie israélienne est beaucoup plus vulnérable qu'ils ne veulent le faire croire au monde.

Comme je l'ai souligné, Israël a financé son effort de guerre (au-delà de l'aide qu'il reçoit des États-Unis) par des [emprunts et des dépenses déficitaires](#). Cela a conduit à des coupes dans les services sociaux afin de rembourser la dette, un problème qui va s'aggraver maintenant que la cote de crédit d'Israël [a été abaissée](#) par Moody's et S&P. Même si le gouvernement parvient à équilibrer le budget malgré une augmentation spectaculaire des

d'œpenses militaires, il sera contraint de le faire au dœtriment des services sociaux israœliens. Cela va provoquer un violent retour de bœton. »

Tout cela signifie qu'œIsraœl est plus vulnœrable que jamais au dœsinvestissement et aux sanctions. C'est ce que Netanyahu lui-mœme disait lorsqu'il œvoquait la nœcessitœ pour Israœl d'œadopter certains aspects de l'œautarcie. Mais Israœl ne peut pas le faire, il n'a tout simplement pas les ressources internes.

Les boycotts ont permis de faire prendre conscience de la nature d'œIsraœl. L'œattention mondiale accrue des forces populaires envers le dœsinvestissement et les sanctions est en cours depuis un certain temps. Israœl ne fait que se rendre plus vulnœrable œ ces mesures. Il n'a jamais œtœ aussi important de redoubler d'œefforts.

Traduction : JC pour l'œAgence Mœdia Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

date crœœe
2025/09/22